

Pap Ndiaye, seul  
face aux médias  
de Bolloré

## Extrême droite

Sous le feu des critiques après avoir qualifié CNews et Europe 1 de médias « contrôlés par un personnage manifestement très proche de l'extrême droite la plus radicale », le ministre de l'éducation n'a pas reçu le soutien de ses pairs

PAGE 8

FRANCE

# Pap Ndiaye, seul, dans le face-à-face avec les médias de Vincent Bolloré

Le ministre de l'éducation, attaqué pour avoir déclaré que les titres du milliardaire étaient d'extrême droite, est peu soutenu par l'exécutif

**L**undi 10 juillet, Pap Ndiaye entend, accablé, les mots qu'a eus contre lui la présentatrice de l'émission « Punchline », Laurence Ferrari: le réquisitoire diffusé sur CNews et Europe 1 sonne, aux yeux du ministre de l'éducation nationale, comme « un appel au meurtre ». N'y a-t-il personne au gouvernement, au sein de la majorité, à Matignon ou à l'Élysée pour le défendre publiquement? « Qui, parmi eux, a la moindre idée de ce qu'est le racisme? », s'émeut l'historien des minorités, cible perpétuelle de la droite et de l'extrême droite.

L'ancienne présentatrice du « 20 heures » de TF1 s'en prend à celui qui, dit-elle, « se permet de je-

ter l'anathème sur deux rédactions indépendantes, CNews et Europe 1 », deux médias contrôlés par le milliardaire breton Vincent Bolloré, en donnant des « leçons de démocratie depuis son salon cosu des quartiers chics de Paris ». Elle évoque la scolarité des enfants du ministre dans un établissement privé, critique sa gestion de l'éducation nationale et conclut, citant Michel Audiard, que « les conneries, c'est comme les impôts, on finit toujours par les payer ».

### Embarras du gouvernement

La veille, Pap Ndiaye avait formulé sur Radio J son soutien au *Journal du dimanche*, en grève pour protester contre la nomination à sa tête de Geoffroy Lejeune, l'ex-di-

recteur de la rédaction du magazine d'extrême droite *Valeurs actuelles*. « Je comprends bien qu'ils ne veulent pas entrer dans la galaxie des publications ou des médias contrôlés par un personnage manifestement très proche de l'extrême droite la plus radicale », avait-il répondu en référence à Vincent Bolloré, qui a bâti un puissant pôle réactionnaire dans l'audiovisuel et l'édition. « Quand vous regardez CNews, quand vous regardez ce qu'est devenu Europe 1, la conclusion s'impose. CNews, c'est très clairement l'extrême droite », a poursuivi l'ex-directeur du Palais de la Porte-Dorée à propos de la chaîne d'opinion construite sur le modèle de Fox News.



Réactions immédiates des figures de la droite identitaire. L'ami et soutien de l'ex-candidat d'extrême droite Eric Zemmour, Philippe de Villiers, qui appelle à «*refranciser la France*» et à «*débusquer la cinquième colonne*», étrille sur Twitter un «*ministre de la rééducation nationale*» dont le «*projet secret est de faire rentrer l'islamisme et le wokisme à l'école*». «*Soutien à Vincent Bolloré, grand entrepreneur français. (...) Qu'a fait Pap Ndiaye dans sa vie et pour notre pays, à part essayer de déconstruire notre nation?*», embraye le patron de la droite Les Républicains (LR), Eric Ciotti, en reprenant les formules d'un numéro d'avril de *Valeurs actuelles*, alors dirigé par Geoffroy Lejeune, ciblant le «*ministre de la déconstruction nationale*».

Au sein de la Macronie, le silence prévaut... jusqu'à la prise de parole de Stanislas Guerini, ministre de la transformation et de la fonction publiques. «*Si je pensais qu'Europe 1 est une radio d'extrême droite, je ne serais pas venu à votre antenne ce matin*», affirme l'ex-patron du parti présidentiel, mardi 11 juillet. «*Je respecte le travail que vous menez, insiste-t-il, mais je respecte aussi le travail des journalistes du Journal du dimanche, avec une extrême majorité écrasante qui sont mobilisés parce qu'ils ont peur d'une dérive de la ligne identitaire de leur journal.*» La démonstration, brouillonne, témoigne de l'embarras du gouvernement vis-à-vis de l'offensive Bolloré sur le paysage médiatique. Un proche d'Emmanuel Macron confie que les «*fritures entre le groupe Bolloré et le président de la République*» sont telles qu'elles ne nécessitent pas d'en «*rajouter*».

A la demande de Matignon, Pap Ndiaye se justifie lors des questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale. «*Ai-je invité à boycotter, ai-je pointé du doigt tel journaliste? Non, je n'ai fait que commenter de manière banale la ligne politique d'une chaîne de té-*

*lévision, ce qui est mon droit le plus strict*», s'explique-t-il sous les huées des députés LR et du Rassemblement national (RN).

#### Vingt-quatre rappels à l'ordre

Sollicités par *Le Monde*, quinze ministres de plein exercice du gouvernement d'Elisabeth Borne ont refusé de prendre position. Seul Clément Beaune, ministre des transports, souligne que «*Pap Ndiaye est un homme de convictions; les convictions, cela se respecte*», même s'il juge compliqué pour un membre du gouvernement de critiquer un média pour ses idées, fussent-elles d'extrême droite. A Matignon, on veille à ne «*pas se mêler de ce sujet*», dans l'attente des états généraux du droit à l'information promis par Emmanuel Macron. «*Stanislas Guerini a dit quelque chose de bon sens, Pap Ndiaye a dit ce qu'il pensait*», tente-t-on de distinguer dans l'entourage de M<sup>me</sup> Borne.

Depuis des années, CNews et C8 embarrassent le camp présidentiel, partagé entre répulsion à l'égard de talk-shows outranciers et désir de ne pas se couper d'une partie de la population. «*Il n'y a pas de public, de Français, auxquels il ne faut pas parler*», confiait la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, en novembre 2022, après que l'animateur star de la galaxie Bolloré, Cyril Hanouna, avait violemment insulté le député La France insoumise (LFI) du Val-de-Marne Louis Boyard, qui critiquait Vincent Bolloré. Parmi les ministres, seul le garde des sceaux, Eric Dupond-Moretti, a grondé contre la chaîne CNews, sans la nommer, qu'il associait en pleine campagne des régionales de 2021 à «*la désinformation*» et au «*mensonge*».

«*S'ils pensent qu'en se taisant, ils vont être bien traités par ces médias, ils se trompent*», tance le sénateur socialiste de Paris David Assouline, qui juge «*grave qu'il n'y ait pas de prise de conscience au gouvernement*». L'élu de gauche dé-

plore que Pap Ndiaye soit «*lâché en pâture*», à l'image de la ministre de la culture, Rima Abdul Malak, lorsqu'elle avait rappelé en février que C8 et CNews sont, comme tous les diffuseurs, soumises à des règles précises, que les deux chaînes ont souvent enfreintes.

Depuis son lancement en 2016, CNews a fait l'objet de vingt-quatre rappels à l'ordre par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom). Contactés, Serge Nedjar, directeur général de CNews, ainsi que plusieurs journalistes de la chaîne n'ont pas souhaité s'exprimer. «*Europe 1 respecte la liberté d'expression et le pluralisme des opinions*», fait valoir de son côté la direction de la station, estimant que «*l'Arcom n'a d'ailleurs pas levé de manquements qui auraient nécessité une mise en demeure*».

Mardi, la rédaction du JDD s'est rendue devant le siège de Hachette, où se tenait un comité de groupe Lagardère, pour réitérer leur plaidoyer en faveur d'une réaction politique. Connecté en visioconférence, Arnaud Lagardère a assuré que «*ni [lui] ni Vincent Bolloré [ne sont] d'extrême droite*». «*La rédaction du JDD va-t-elle mourir dans le silence?*», s'étaient émus ses journalistes dans une tribune publiée le 8 juillet par *Ouest-France*, interpellant Emmanuel Macron pour empêcher l'hebdomadaire de se transformer «*en journal d'opinion au service d'une idéologie extrémiste*». Deux jours plus tôt, Sophie Binet et Marylise Léon, à la tête de la CGT et de la CFDT, invitaient la première ministre à faire évoluer la loi Bloche pour l'indépendance des rédactions, ainsi que la loi de 1986 sur l'audiovisuel. Pour l'instant, ni l'Elysée ni Matignon n'ont répondu à ces appels. ■

CLAIRE GATINOIS,  
BRICE LAEMLE  
ET IVANNE TRIPPENBACH



**« Si je pensais  
qu'Europe 1 est  
une radio  
d'extrême droite,  
je ne serais pas  
venu à votre  
antenne »**

**STANISLAS GUERINI**  
ministre de la transformation  
et de la fonction publiques



**Le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, à Matignon, à Paris, le 30 juin.** GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP

